

Compte rendu réunion développement du numérique sur le territoire du PETR

Etaient réunis des élus, des membres de l'ADEFPAT, des chefs d'entreprises du secteur numérique et des personnes venues expliquer leur démarche et retour d'expérience dans la mise en place de tiers lieux.

L'Aveyron devrait profiter d'une montée en débit d'ici à 2018 avant le déploiement progressif de la fibre.

Problématique : Comment coordonner l'offre de tiers lieu sur le territoire ?

Exemples présentés :

Lozère : Agence de développement économique du département « Solozère » et les maisons de l'emploi ont affiché leur objectif commun de créer une offre de tiers lieu sur le territoire.

1^{ère} approche :

Démarche d'attractivité

- Facilité télé travail et co working : Offre d'équipement adapté (wifi, visio conf, co working)
- Déploiement d'un maillage territorial en s'appuyant sur les maisons de l'emploi (repérer et orienter les utilisateurs potentiels) et sur deux télé centres répondant à des critères précis (accessibilité, positionnement, qualité des installations....).

L'idée est alors de labéliser et catégoriser notre offre pour un positionnement clair pour les utilisateurs.

Bilan de l'expérience :

- ➔ Mauvaise appréciation de la demande (suppose que les entreprises et/ou employés prennent conscience d'un seul coup du potentiel)
- ➔ Sphère privée en marge du système.
- ➔ Projet « connoté » dès le départ par l'influence des maisons de l'emploi et de Solozère qui ont coupé le projet d'une partie du public.

2nd Approche :

L'accent est mis cette fois sur l'accompagnement des projets du territoire : les indépendants deviennent la nouvelle cible prioritaire.

On cherche à les recenser et à structurer leur mise en réseau avant toute chose.

Construction d'un réseau social du territoire où les utilisateurs potentiels pouvaient déclarer leur intérêt pour un espace de co working

Bilan de l'expérience

Plutôt un succès en termes de retour mais insuffisant par rapport à l'adaptabilité permanente aux mutations de la société

3eme approche :

Mouvance vers l'ESS → Les individus ne cherchent plus une logique descendante mais veulent créer eux même leur lieux de rassemblement.

Comment intégrer toutes les démarches collectives ?

On redéfinit la charte sur des critères plus portés sur la politique de fonctionnement (Ethique, organisation, gouvernance) que sur des critères d'accès.

- Il faut mixer les approches et intégrer les utilisateurs à l'organisation du Tiers Lieu (Idée d'un nom et d'une thématique, d'une animation spécifique à chaque tiers lieu.

En 2016 les assises de la médiation numérique (réseau) préconisaient un modèle mixant des compétences en :

- Parcours perso (formation)
- Projet demandant un accompagnement
- Participation collective à la gouvernance des lieux

Tiers lieu		
CCI, Madeeli : Informen les entreprises sur la possibilité de télé travail et co working sur les territoires	Utilisateurs + animateur : Participent au développement et à la gouvernance du tiers lieu	Maisons de la formation : Proposent des formations adéquates, orientent les utilisateurs.

Modèle économique :

Mutualisation des services de soutien aux tiers lieux (Communautés de communes, associations, dispositifs de soutien au numérique...) afin de créer un poste d'animateur sur place → doit s'attacher avant tout à créer un éco système.

Chaque tiers lieu du système « solozère » présente un modèle avec des pertes (prix très bas pour l'utilisateur) mais l'expérience d'une hausse du prix casse tout le système (perte de nombreux utilisateurs et moins bonne rentabilité). On peut imaginer proposer une première utilisation gratuite de ces espaces (1 ou 2 mois) afin d'attirer les premiers utilisateurs.

L'objectif 1^{er} est donc de **structurer une offre territoriale de qualité** en termes de développement numérique.

Les tarifs se font généralement sur la base d'un forfait (H24 / 2 jours par semaine ...).

L'idée d'instaurer une grille tarifaire en fonction du profil des utilisateurs a été émise pendant la réunion.

Rodez :

Initiative espace de co working privé (association)

Au cœur de la ville (environs 150m²) pour 1500 euros de location/mois (80% des dépenses de fonctionnement).

Activités proposées : Nombreux évènements, présence d'un comptable une fois par semaine, formation traitement photo ect ...)

Le modèle éco est à l'équilibre sans subvention depuis 2015 mais ne peut être rentable (entrepreneuse bénévole).

Tarifs :

Permanent : 250 euros TTC / mois

20 jours / trimestre : 100 euros

Difficultés à maintenir la dynamique de l'espace pour son coté énergivore et non rémunérateur.

Contexte institutionnel :

Le Schémas départemental d'accessibilité aux services publics (période 2015-2021) et services de l'état a identifié la problématique du numérique comme étant prioritaire (diagnostic 2015/2016).

Il en ressort qu'un maillage cohérent de pôles de services / centres-bourgs est particulièrement important. Ce maillage reste à conforter et à structurer comme relais de proximité, garant de l'attractivité locale.

Les Aveyronnais ont priorisé cinq services principaux :

- 3 services implantés sur les territoires : les services en relation avec la santé, l'éducation (en particulier l'école), les services du quotidien (boulangerie, pharmacie, banques...).
- 2 services transversaux assurant l'accessibilité physique ou virtuelle : les réseaux (technologies de l'information et de la communication) et les transports

Comme le prévoit la loi NOTRe, le projet de schéma a été transmis le 20 janvier 2017, pour avis, aux Communautés de communes et d'agglomération qui ont trois mois pour se prononcer.

➔ La préfecture prépare un dispositif pour le mois de novembre:

Actions sur l'éducation (initié des comités locaux) – période novembre décembre

Soutien aux appels à projet départementaux sur le développement du numérique

Principaux intérêts du déploiement d'espaces de co working :

- Baisse de la consommation CO2
- Diminution des risques liés aux longs déplacements
- Instaurer un suivi de la production et une mise en réseau des compétences par rapport au télétravail à domicile.
- Attractivité du territoire
- Hausse de la productivité (exemple donnée lors de la réunion, +30% de productivité)
- Structurer l'offre numérique du territoire

Conclusion générale :

- Pas de corrélation entre fréquentation et équipements du lieu mais entre fréquentation et image du lieu.
- Nécessité de mixer les approches avec participation des utilisateurs à la gouvernance
- Enquête préalable sur les utilisateurs potentiels de ces tiers lieux.

Méthodologie et calendrier présentés par le PTER :

Questionnaire afin de faire émerger les potentiels usagers sur le territoire (enquête recensement)

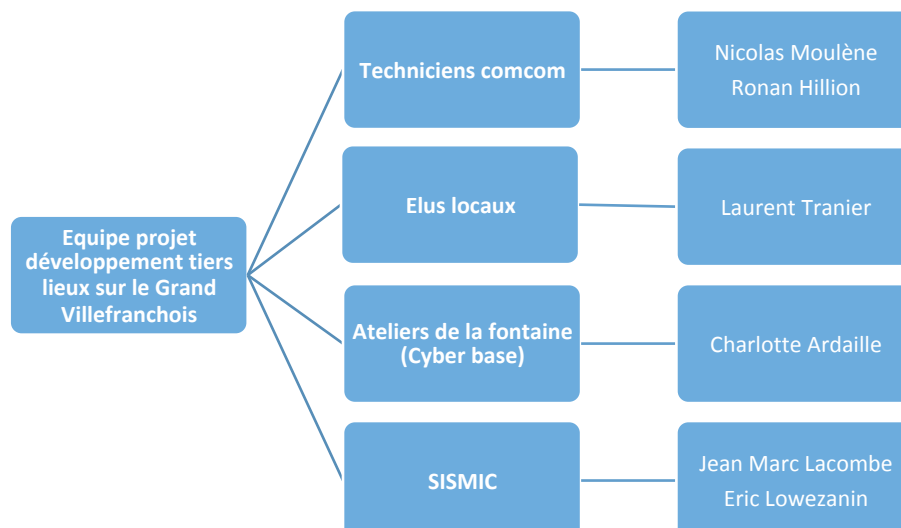
- ➔ Travail sur les fichiers de la CCI (base SIRENE)
- ➔ Travail de terrain pour rencontrer des profils adaptés pour les zones les plus rurales
- ➔ Trouver un échantillon de 20 personnes ciblées pour leur faire répondre au questionnaire.

Le questionnaire est divisé en 2 parties :

- Un pour les entreprises
- Un pour les non-salariés (dynamiques collaboratives, culturelles, artistiques)

Enquête et restitution avant le 3 octobre au PTER

Nécessité d'analyser les questionnaires et de désigner un référent pour le projet sur le territoire sur Grand Villefranchois avant le 15 juillet



Territoires engagés dans cette démarche :

- Rodez
- Conque
- Rignac
- Communauté de commune Villefranche de Rouergue
- Communauté de commune du pays Ségala de Baraqueville/Naucelle